



Qualiconsult®

## Rapport Initial de Contrôle Technique

DCE version 1

### BRIGADE DES DOUANES - BATIMENT CRS SEC ETAT AUPRES MINISTRE ECO FINANC

1254 Route de Bel Air  
84140 MONTFAVET

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
3100038933	14/01/2025	1

Chargé(e) d'affaire  
Florian ISTRIA

## SOMMAIRE

---

<b>1. Renseignements généraux .....</b>	<b>3</b>
1.1 Affaire .....	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage .....	3
1.3 Maîtrise d'œuvre .....	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage .....	4
.....	4
<b>2. Renseignements particuliers .....</b>	<b>5</b>
2.1 Description sommaire de l'opération .....	5
2.2 Constitution et Classements .....	5
<b>3. Documents reçus .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Documents à transmettre à Qualiconsult .....</b>	<b>7</b>
4.1 Avant la signature des marchés .....	7
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique .....	7
<b>5. Remarques préliminaires .....</b>	<b>8</b>
5.1 Avant la signature des marchés .....	8
5.2 Après la signature des marchés .....	8
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes .....	8
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV ») .....	9
5.5 Limite de mission .....	10
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT .....	10
<b>6. Nature et présentation des avis .....</b>	<b>11</b>
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT .....	11
6.2 Avis suspendus ou défavorables .....	11
6.3 Formulation des avis .....	11
6.4 Commentaires « QC+ » .....	11
<b>7. Récapitulatif des avis défavorables .....</b>	<b>13</b>
<b>8. Récapitulatif des avis suspendus .....</b>	<b>14</b>
<b>9. Commentaires QC+ .....</b>	<b>16</b>

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Affaire

Désignation	BRIGADE DES DOUANES - BATIMENT CRS				
Adresse	1254 Route de Bel Air 84140 MONTFAVET				
Montant prévu des travaux (HT)	Non communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	NC	Durée prévisionnelle de chantier en mois	10

Permis de construire		
Récépissé de dépôt :		

### 1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
<b>Maître d'Ouvrage</b>	SEC ETAT AUPRES MINISTRE ECO FINANC - Mme/Mlle Florence NICOLAS DREAL PACA STIM 16 RUE ANTOINRE ZATTARA CS 70248 13332 MARSEILLE CEDEX 3 Téléphone : +33496206701   Email : florence.nicolas@finances.gouv.fr	Oui

### 1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
<b>Architecte</b>	3i ARCHITECTES - Dimitri MOCLIDES 11, Rue Venture 13001 MARSEILLE Téléphone : 04 88 44 39 40   Email : dimitri.mocclides@3iconseils.com	Oui

## 1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>L</b>	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input type="checkbox"/>	<b>LP</b>	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input type="checkbox"/>	<b>PS</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves
<input type="checkbox"/>	<b>PSE</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>LE</b>	Solidité des existants
<input type="checkbox"/>	<b>AV</b>	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	<b>SH</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>SEI</b>	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>STI</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input type="checkbox"/>	<b>TH</b>	Isolation thermique et économies d'énergie
<input type="checkbox"/>	<b>PHH</b>	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>PHA</b>	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>F</b>	Fonctionnement des installations
<input type="checkbox"/>	<b>HAND</b>	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	<b>BRD</b>	Transports des brancards
<input type="checkbox"/>	<b>GTB</b>	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	<b>HYSH</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>HYSA</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>ENV</b>	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	<b>CO</b>	Coordination des missions de contrôle

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

## 2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

### 2.1 Description sommaire de l'opération

Réhabilitation du niveau R+4 d'un bâtiment de la CRS 60, pour le relogement des douanes de la BSI d'Avignon, situé 1254 Route de Bel Air à AVIGNON/MONTFAVET (84140).

Le projet consiste en:

- La rénovation du 4<sup>ème</sup> étage du bâtiment A
- La construction d'un garage à motos

Le plancher haut du R+4 est situé à plus de 8m du niveau d'accès des secours, il dispose d'une surface utile de 561m<sup>2</sup>.

Effectif R+4: 26 personnes

Le bâtiment date de 1967, il présente les caractéristiques d'un procédé mixte comportant une structure verticale métallique associée à des planchers béton.

La structure de toiture est constituée de fermes métalliques reposant sur des HEA constituant la structure verticale.

L'ensemble présente une résistance au feu 1/4h (selon rapport de diagnostic SI du 25/07/2023), des travaux de mise en sécurité sont prévus:

- Installation d'un équipement d'alarme de type 1 avec système de détection incendie généralisée à tous les locaux et circulations de l'immeuble ainsi que dans le plénum du dernier niveau.
- Distribution par cloisonnement traditionnel: cloisons entre locaux et circulations CF1H, porte de recoupement de la circulation PF1/2H
- Enclousonnement des escalier par parois périphériques CF1H et BP d'accès CF1H
- Mis en place d'exutoire de désenfumage dans les cages d'escalier
- Recoupement des combles par un matériau M0 ou paroi PF1/4H

Les menuiseries extérieures du R+4 étant récentes (ME PVC), il n'est pas prévu de les remplacer, cependant quelques menuiseries seront bouchées sur la façades Ouest.

Installation électrique:

création d'un Tableau TD-A-4-BSi et d'un tableau motard

mise en place des éclairages et éclairage de sécurité

l'alarme sera alimentée depuis le TGBT en câble CR1 (DPGF)

### 2.2 Constitution et Classements

- **Bâtiment(s) soumis au code du travail**

Identification	h > 8m	Bureau et activité	Industrie	Entrepôt
R+4 du bâtiment A - Brigade des douanes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### 3. DOCUMENTS REÇUS

Architecte

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
	5	CCTP Lot 5 Electricité CFO cfa i1	CCTP Lot 5 Electricité CFO cfa i1	1	05/12/2024
<b>CCTP</b>	0	CCTP Lot 0 Généralités i1	CCTP Lot 0 Généralités i1	1	05/12/2024
	1	CCTP Lot 1 GO VRD i1	CCTP Lot 1 GO VRD i1	1	05/12/2024
	2	CCTP Lot 2 Men Ext Serrurerie i1	CCTP Lot 2 Men Ext Serrurerie i1	1	05/12/2024
	3	CCTP Lot 3 Second oeuvre i1	CCTP Lot 3 Second oeuvre i1	1	05/12/2024
	4	CCTP Lot 4 CVC Plomberie i1	CCTP Lot 4 CVC Plomberie i1	1	05/12/2024
<b>Plan</b>	-	CRS60 Montfavet-Rénov R+4 Plans DCE phase 2 i1	Carnet de Plans - DCE Phase 2	1	03/01/2025
<b>Autre</b>	3	CCTP Lot 3 nomenclature menuiseries i1	nomenclature menuiseries i1	-	05/12/2024

## 4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONSULT

---

### 4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

### 4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

## 5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

---

### 5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

### 5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

### 5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systématiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.



## 5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

## 5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
  - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
  - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
  - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
  - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

## 5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

## 6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

### 6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

### 6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

### 6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

#### **F : Avis Favorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

#### **S : Avis Suspendu**

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

#### **D : Avis Défavorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

#### **SO : Sans Objet**

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

#### **HM : Hors Mission**

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

### 6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

## 7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

### Menuiseries intérieures

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE CODE DU TRAVAIL</b>		
Porte Mi01 - Hall ascenseur	La porte du hall de l'ascenseur donnant sur la circulation protégée doit être PF1/2H.	Plan d'aménagement R+4 Nomenclature Men Int
Résistance au feu - Portes des escaliers Protégés	La création d'EAS constitue une continuité des travaux de la phase 1 "Création d'un ascenseur": Les EAS étant situés sur le palier des escaliers protégés, les portes de ces escaliers devront être CF1H à chaque niveau et être dotés de fermes portes ou à fermeture automatique.	Plan d'aménagement R+4 Nomenclature Men Int

### Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
<b>COURANTS FORTS</b>		
Coupure d'urgence	Le CCTP ne traite pas des coupures d'urgence, à prévoir.	CCTP électricité

## 8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

### Maître d'Ouvrage

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE CODE DU TRAVAIL</b>		
SSI - Coordination	Nous prenons note du remplacement complet du SSI existant par un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 sur l'intégralité du bâtiment. Cette typologie d'alarme nécessite une coordination SSI, comportant: -le cahier des charges fonctionnel -le synoptique du SSI -le rapport technique de réception du SSI	CCTP Electricité
Ventilation salle d'armes	Nous constatons que le local " Salle d'armes " n'est pas ventilé. Nous confirmer que les produits stockés ne présentent pas de danger d'émanation de gaz nocifs ou combustibles.	Plan CVC/Plomberie R+4
<b>SOLIDITÉ</b>		
Rapport d'étude géotechnique	La rapport G2Pro mentionné dans le CCTP Généralités, n'apparaît pas dans le dossier DCE, celui-ci reste à nous transmettre avant le début des travaux.	CCTP Lot 0 - Généralités

### Plâtrerie

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE CODE DU TRAVAIL</b>		
Plafond CF 1H - Circulation protégée	Le plafond de la circulation protégée prévu CF1H devra être résistant au feu dans le sens o->i. Le PV de résistance au feu sera à fournir avant le début des travaux.	CCTP Second œuvre
Recoupement des combles	Conformément à l'Art 7 de l'arrêté du 5/08/1992, les combles devront être recoupés par des éléments de catégories M0 ou par des parois PF1/4H. Superficie des vides maximum: 300m², dimension <30m.	CCTP Second oeuvre Plan R+4 - Coupe transversale
Trappe d'accès en toiture	La trappe d'accès aux combles prévue dans la circulation 3 devra être CF1H.	CCTP Second œuvre Plan de R+4 - Zoom

### Menuiseries intérieures

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE CODE DU TRAVAIL</b>		
PV de résistance au feu - BP	Les portes PF1/2H des locaux donnant sur la circulation protégée devront bénéficier d'un PV de résistance au feu correspondant.	CCTP Second oeuvre

### Chauffage Ventilation Plomberie Climatisation

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE CODE DU TRAVAIL</b>		
Extincteurs	Au moins un extincteur à eau pulvérisée d'une capacité minimale de 6 litres pour 200m² de plancher devra être installé. Soit 3 extincteurs minimum pour le R+4 et 1 extincteur pour le local motos.	CCTP CVC Plomberie

### Electricité

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>COURANTS FORTS</b>		
Eclairage de sécurité	Les BAES ne devront pas être espacés de plus 15 m, les plans DCE ne respectent pas cette distance.	plan DCE

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
	Vestiaires: rajouter un BAES en sortie des douches au droit de la porte donnant sur la circulation.  Prévoir un BAES+ BAPI dans le local électrique et un BAES dans le dégagement de celui-ci.	
terre à fond de fouille	Nous prenons note que la terre du bâtiment motard sera à fond de fouille, nous transmettre le plan.	CCTP électricité
tranchée	Les câbles devront être enterrés à 80 cm minimum du sol et avoir un grillage avertisseur au dessus à 20 cm de la canalisation.  Nous transmettre les photos ou le plan de la tranchée.	plan DCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE CODE DU TRAVAIL</b>		
Système de détection - Combles R+4	Le système de détection installé dans les combles nécessite la réalisation d'essais au foyer type à réception.	CCTP Electricité

## 9. COMMENTAIRES QC+

---

### Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS QC+	REFERENCE
COURANTS FORTS		
chantier	La vérification des installations électriques de chantier ne fait pas partie de notre mission.	CCTP